

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR ET POUR UNE CARRIÈRE FORESTIÈRE

NB. Cet article est issu d'un exposé que l'auteur a été invité à délivrer, en janvier 2020 et en guise de parrainage, aux étudiants issus des formations forestières dispensées à Nancy dans le cadre d'AgroParisTech.

La foresterie est une histoire d'héritage. On hérite des forêts du passé pour les conduire vers l'avenir. Il en va de même des connaissances qui s'accumulent pour mieux cadrer les décisions engageant ce même avenir. C'est dans cet esprit qu'on peut aussi s'interroger, au souvenir d'une carrière forestière, sur les messages à transmettre aux forestières et forestiers de demain.

Il s'agit là cependant d'un défi et d'une certaine responsabilité. En quoi une expérience individuelle peut-elle intéresser un groupe de personnes qui s'apprêtent à embrasser une carrière forestière mais sont diverses dans leurs aspirations et leur formation ? En quoi une expérience acquise au cours des quarante dernières années peut-elle être utile pour les quarante années à venir ?

À la réflexion cependant, ce défi mérite d'être relevé, surtout par quelqu'un qui a consacré l'essentiel de sa carrière à l'interface entre des bases scientifiques multidisciplinaires, un large cadre de politiques publiques et des pratiques de gestion au service de la forêt et du bois. Il en résulte en effet forcément quelques messages génériques, intemporels, dépassant même le strict cadre forestier. À chacune et chacun de s'interroger alors sur le fait de savoir si et pourquoi certains de ces messages s'appliquent ou, au contraire ne s'appliquent pas, à elle ou lui.

Les considérations qui suivent à l'attention de forestières et forestiers de demain sont réparties en deux catégories : elles commencent par des réflexions sur *l'avenir du domaine forestier* et se poursuivent par des commentaires sur *la conduite à tenir pour le préparer*.

Considérer l'avenir du domaine forestier conduit à dire que celui-ci est fondamental mais n'est pas encore reconnu à sa juste valeur, bien qu'il suscite des attentes et inquiétudes grandissantes, qu'il recèle un fort potentiel et qu'il dispose d'un savoir-faire ancien et prometteur.

LE DOMAINE FORESTIER EST FONDAMENTAL

Les forêts, c'est tout d'abord une proportion importante des terres tant aux échelles européenne et française qu'au niveau planétaire. Elles ne se distinguent pas que par leur extension mais aussi par leur très grande utilité, leurs très grandes utilités faudrait-il même dire, dans la mesure où elles répondent à des attentes multiples en termes de biens et services, souvent de première nécessité.

Au niveau planétaire, elles constituent ainsi le plus grand réservoir de biodiversité, un stock de carbone équivalant à celui de l'atmosphère, un espace absolument vital pour un milliard de personnes et encore fondamental pour la majorité des quelque sept autres milliards d'êtres humains, un élément clé de nombreux paysages, une protection pour les sols et les eaux...

En fait, bien peu de personnes, même parmi les spécialistes, ont conscience du fait que la *forêt française est la première d'Europe* lorsqu'on n'oublie pas les outre-mer qui sont partie intégrante de la France et lorsqu'on raisonne en termes soit de biodiversité, soit de biomasse, c'est-à-dire sur la base de deux critères essentiels et très complémentaires.

CE DOMAINE FORESTIER N'EST CEPENDANT PAS RECONNU À SA JUSTE VALEUR

Historiquement, la forêt a largement évolué au gré des besoins du développement de l'agriculture, des villes, industries et autres infrastructures. Elle a souvent été considérée comme une réserve foncière pour la zone économique à l'extérieur de laquelle elle se situe étymologiquement. Aujourd'hui, c'est encore le cas dans certaines circonstances et en certains endroits. À titre d'exemple, la tempête Klaus de 2009 n'a-t-elle pas été l'occasion de pressions pour convertir une partie du massif landais en fermes photovoltaïques ou en terres agricoles ?

Heureusement, l'importance de la forêt et de la foresterie est aujourd'hui largement reconnue. Mais elle l'est en général de manière très partielle, pour un élément d'intérêt donné. Pourtant, la forêt est beaucoup plus qu'un espace paysager qu'on admire de sa fenêtre ou parcourt en promenade, qu'un domaine de chasse qu'on devrait avant tout conserver giboyeux, qu'un stock de biomasse dans lequel il suffirait de puiser pour combler des besoins énergétiques ou en matériaux, qu'une façon de compenser l'érosion de la biodiversité ou les émissions de carbone perpétrées par ailleurs. Parce qu'elle englobe tout cela et bien plus encore, elle est d'autant plus importante et sa gestion est d'autant plus complexe et subtile à la fois.

Pour les raisons qui viennent d'être évoquées, la forêt et la foresterie sont rarement le sujet principal d'une stratégie formalisée. Il faut souvent « batailler dur » pour essayer de donner sa place à la forêt dans une pléthore d'autres stratégies relatives à la biodiversité, la bioéconomie, l'agriculture, l'eau, le climat, l'énergie, la recherche, etc. Une avancée très significative dans ce sens a été faite en France par l'adoption d'un Programme national de la forêt et du bois qui se décline au niveau régional. Ce qui n'exclut nullement qu'il faille sans cesse plaider en faveur d'une vision systémique cohérente de la foresterie face à des intérêts multiples et divergents. Des progrès seraient également nécessaires au niveau européen, où une stratégie forestière tente difficilement de concilier diverses politiques, mais aussi pour faire reconnaître l'intérêt de structurer un partenariat européen de recherche et innovation sur la forêt et la foresterie⁽¹⁾.

LE DOMAINE FORESTIER SUSCITE DES DEMANDES GRANDISSANTES

Les biens et services écosystémiques ne cessent de gagner en importance. Même lorsqu'ils ne diminuent pas, la croissance démographique et celle des attentes sociétales créent une impression de raréfaction relative et, comme chacun sait, ce qui est rare est cher, que l'on comprenne d'ailleurs ce dernier mot dans son sens économique ou affectif. Il faut cependant veiller à ce que l'attachement des sociétés pour la forêt ne se traduise pas en une mise sous cloche généralisée, ce qui pourrait être catastrophique sous changement climatique mais que l'on pressent pourtant à la lecture de la plupart des livres ou blogs, à l'écoute de la plupart des émissions de radio, à l'image de la plupart des films consacrés à la forêt. Il faut en déduire que le monde forestier, déjà très ouvert à la société, doit s'ouvrir encore plus. Ce point sera développé un peu plus loin.

(1) Un « partenariat européen » constitue un instrument institutionnel de mise en œuvre du programme cadre européen de recherche et innovation.

LE DOMAINE FORESTIER SUSCITE AUSSI DES INQUIÉTUDES GRANDISSANTES

Les forêts sont menacées par des risques qui s'intensifient et tirent notamment leur origine d'une forte croissance démographique jamais connue jusqu'alors, d'une mondialisation dans laquelle les échanges planétaires sont généralisés et facilitent la propagation des bioagresseurs, d'un développement trop souvent non durable et du changement climatique qui en résulte. Les menaces dont les forêts font l'objet ne restent pas cantonnées au strict domaine forestier : les incendies d'espaces boisés menacent à leur tour l'habitat diffus résultant souvent du laxisme des plans d'urbanisme ; les bois endommagés par le feu, les scolytes ou les tempêtes sont en partie perdus pour l'industrie et le stock de carbone ; les forêts sinistrées deviennent dangereuses pour les promeneurs et, *a fortiori*, pour les peuples qui les habitent ; la protection des eaux, des sols, de l'air, des paysages n'est plus assurée. C'est en particulier pourquoi, récemment, des démarches se sont engagées pour faire reconnaître au plus haut niveau politique l'importance sociétale de l'adaptation des forêts au changement climatique⁽²⁾.

UN POTENTIEL CONSIDÉRABLE

Au-delà de ses performances actuelles, le secteur forestier français présente un fort potentiel de développement. En effet, il n'utilise qu'une fraction (environ 60 %) des ressources qui pourraient être durablement récoltées. Il offre par ailleurs de nombreuses possibilités d'innovation dans les produits, les processus, l'organisation, la commercialisation et l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Il est ainsi un levier majeur pour une transition réussie vers une bioéconomie circulaire et durable, et donc à la fois pour l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses impacts attendus. On peut même sans doute affirmer, en voyant à quel point les stratégies bas-carbone s'appuient sur la foresterie, que, sans cette dernière, la bioéconomie échouera vraisemblablement à rendre le développement durable.

UNE EXPÉRIENCE ANCIENNE ET PROMETTEUSE

La foresterie a acquis une expérience ancienne du développement durable en raison de la longueur des cycles forestiers et de la multiplicité des services écosystémiques qui en sont retirés, depuis presque toujours, suscitant une gestion particulière des ressources. Cette expérience est illustrée par l'ordonnance de Brunoy (1346) pour laquelle la forêt doit être gérée de manière à pouvoir se soutenir perpétuellement en bon état, ou « plus récemment » par l'ouvrage *Sylvicultura oeconomica* de Hans Carl von Carlowitz (1713) qui combine aspects écologiques, économiques, sociaux et politiques. Ce n'est pas qu'une vaine remarque. Le monde forestier est très qualifié, par exemple, pour parler des écosystèmes en général et bien au-delà des seuls écosystèmes forestiers. Il est de même très qualifié pour analyser le changement climatique en général⁽³⁾.

Cette importance du domaine forestier mène inéluctablement à reconnaître le besoin de connaissances et d'informations, qu'il s'agit d'analyser avant d'en discuter et mettre en œuvre les résultats.

(2) Voir notamment la mission confiée par le président de la République et le Premier ministre à Anne-Laure Cattelot, députée du Nord et son rapport de juillet 2020 : *La filière forêt-bois à la croisée des chemins : l'arbre des possibles*.

(3) À titre d'exemple concret, le Groupement d'intérêt public Ecofor sur les écosystèmes forestiers a animé, pour le compte du Ministère actuellement chargé de la transition écologique, des programmes de recherche sur les écosystèmes tropicaux (de 1997 à 2011) et sur la gestion et les impacts du changement climatique (depuis 2008).

DES CONNAISSANCES À TENIR À JOUR

Il n'a jamais été considéré que les connaissances acquises en formation initiale pouvaient s'avérer suffisantes pour l'ensemble d'une carrière forestière : il a toujours été conseillé de participer régulièrement à des sessions de formation professionnelle. Mais il y a aujourd'hui deux bonnes raisons pour parfaire en continu ses connaissances, son savoir-faire et même son savoir-être : d'une part, c'est d'autant plus nécessaire dans un monde en rapide évolution sous l'effet de changements globaux ; d'autre part, dans une société de l'information et de la communication, les moyens de rester informé sont aujourd'hui nombreux, venant en quelque sorte compenser l'exigence supplémentaire et permanente de remise à niveau.

La gestion forestière étant de plus en plus globale, holistique, systémique, les connaissances nécessaires sont à rechercher dans une palette étendue de disciplines. Il est de plus en plus difficile de gérer la forêt sur la base des seules sciences de la nature : les sciences économiques, humaines et sociales sont devenues clairement incontournables. D'ailleurs et en particulier, les liaisons et analogies entre écologie et économie sont nombreuses : pas seulement parce que les économistes physiocrates français du XVIII^e siècle fondaient l'économie sur la nature et faisaient donc de la bioéconomie avant l'heure ; pas seulement parce qu'à la même époque le naturaliste suédois Linné parlait d'économie de la nature pour paraphraser l'écologie dont le terme n'existait pas encore⁽⁴⁾ ; pas seulement non plus parce que le mot écosystème est de plus en plus employé par les économistes pour désigner un réseau d'entreprises. Les recherches ne sont pas rares, qui montrent qu'une application précautionneuse de l'économie fournit des résultats assez conformes à ceux de l'écologie (voir par exemple : Peyron, 2003).

DES INFORMATIONS À ANALYSER SCRUPULEUSEMENT

Il ne suffit pas d'avoir des connaissances générales ; encore faut-il les appliquer convenablement dans des cas particuliers pour lesquels on dispose d'observations. Il convient alors d'éviter le syndrome du lampadaire selon lequel on tiendrait compte de ce que l'on connaît bien et beaucoup moins de facteurs éventuellement importants mais sur lesquels on n'a que peu d'éléments. Évidemment, cela conduit à essayer d'avoir des informations au-delà du halo éclairé par le lampadaire. D'où par exemple les efforts importants des économistes de l'environnement pour acquérir des données sur l'ensemble des services écosystémiques et non seulement sur la fourniture de bois⁽⁵⁾.

Dans cette analyse de l'information, avoir une idée moyenne de la situation et de son évolution peut être utile. Cependant, il arrive souvent qu'une telle moyenne ne veuille pas dire grand-chose. De plus, elle peut être très réductrice lorsqu'elle est le stade ultime de l'analyse au lieu de n'en constituer qu'une étape. On parle par exemple beaucoup de l'érosion de la biodiversité sans bien distinguer les cas où elle est particulièrement forte de ceux où elle est maîtrisée. Or, s'il faut reconnaître bien sûr que la biodiversité se réduit de manière inquiétante au niveau planétaire, souvent d'ailleurs par la destruction des forêts, elle se porte en revanche relativement bien dans une grande partie de la forêt française où augmentent la proportion de très gros bois, le nombre d'essences par placettes de l'inventaire forestier national et la part des surfaces boisées appartenant à un gros massif forestier de plusieurs milliers d'hectares (voir par exemple : Peyron, 2016). Il faut donc penser à montrer et localiser si nécessaire toute la variabilité des variables étudiées et éviter par là même les amalgames.

Les analyses qui sont faites laissent de plus en plus une part importante à l'émotion par rapport à la rationalité. Plus qu'une évolution sociale en tant que telle, c'est d'ailleurs peut-être le résultat

(4) On considère en général qu'il est dû au médecin et biologiste allemand Ernst Haeckel qui le crée en 1866.

(5) Voir notamment Dorioz *et al.* (2018) et, pour une présentation plus large, Centre d'analyse stratégique (CAS), 2009.

d'une remise en cause des experts qui conduit à relativiser leurs opinions par rapport à celles des autres fractions de la société. Toujours est-il qu'il reste important de quantifier les phénomènes chaque fois qu'on le peut, sans chercher à tout prix à le faire quand cela devient trop sujet à caution. En effet, la plupart des options controversées présentent à la fois des avantages et des inconvénients. La quantification est dès lors un moyen précieux pour tenter de voir lesquels l'emportent et s'ils priment largement ou non sur les autres.

À ce niveau, les analyses économiques peuvent s'avérer très utiles dans tous les débats pour réaliser des arbitrages. D'une certaine façon, l'économie est l'art d'allouer des ressources rares à des usages concurrents, donc de réaliser des arbitrages. En ce sens, elle est forcément essentielle pour gérer des ressources naturelles renouvelables comme la forêt où il faut sans cesse arbitrer entre des options alternatives, par exemple entre différents « bouquets » de services écosystémiques, entre des coûts consentis aujourd'hui et des avantages retirés demain, entre un niveau de risques encourus et un niveau d'avantages attendus⁽⁶⁾...

Dans la mesure où les services rendus par les forêts sont multiples et les parties prenantes tout autant, les arbitrages à réaliser font aussi utilement appel à des méthodes multicritères. On peut même aller plus loin en disant que toute décision forestière ne devrait être prise qu'après une analyse de ses conséquences des points de vue économiques, écologiques et sociaux. Or nombreuses sont les propositions qui sont faites après une argumentation souvent très solide mais sur la base d'une seule, parfois de deux de ces dimensions. Pourtant, aucune argumentation ne devrait être partielle ! Il suffit par exemple de lire un livre comme *La vie secrète des arbres* de Peter Wohlleben (2017), pour se rendre compte, entre autres, que les propositions faites dans le sens de la naturalité ne sont absolument pas évaluées économiquement. Au contraire, l'expertise collective scientifique et technique à visée prospective sur l'avenir du massif landais qui a été demandée à Ecofor après les tempêtes Martin de décembre 1999 et Klaus de Janvier 2009 est intéressante pour le cadre multicritère dans lequel elle s'est inscrite (Peyron et Monnet, 2013). Après ces événements qui avaient globalement réduit de moitié le volume de bois sur pied en Pin maritime du massif landais et remettait en question la durabilité de sa gestion, des groupes de travail ont été organisés pour analyser la situation dans cinq grands domaines, pour poser les principaux problèmes et en identifier les solutions envisageables sous forme d'options plausibles. Celles-ci ont été évaluées à l'aune d'une quinzaine de critères pour donner aux décideurs des éléments de décision. Dans ce cas précis, la gravité de la situation faisait que les problèmes identifiés ne pouvaient être résolus chacun à partir d'une seule option et nécessitaient au contraire de mettre en place la quasi-totalité des options identifiées. La méthode a fonctionné en ce sens qu'elle a obligé à identifier plusieurs options qui, finalement, se sont presque toutes avérées utiles. Appliquée en d'autres circonstances moins particulières, c'est l'évaluation des options selon la batterie de critères qui aurait donné aux décideurs les éléments de décision les plus complets et objectifs possible.

DES ÉCHANGES À ENTREtenir EN PERMANENCE

Aujourd'hui, les gestionnaires de la forêt ne peuvent rester cantonnés dans les bois. Il est indispensable de communiquer de manière multidirectionnelle, c'est-à-dire à la fois avec toutes les parties prenantes et dans les deux sens. C'est très clair depuis longtemps mais la communication ne semble pas avoir été jusque-là une force forestière. Il faut bien sûr que les forestiers fassent mieux connaître leurs thèses et puissent les expliquer de manière compréhensible par tous ; cet effort de communication se traduira d'ailleurs sans doute par une remise en question de certaines certitudes posées *a priori*. Mais il faut encore aller beaucoup plus loin : toute occasion devrait être

(6) Pour des bases historiques de l'économie forestière, on peut consulter : Peyron et Maheut (1999). Pour des compléments sur l'économie de l'environnement, voir Peyron (2003).

bonne pour mieux informer le public des problèmes rencontrés, le consulter, en tirer des solutions acceptables à la fois pour la société et du point de vue forestier. Une conséquence, et non des moindres, serait alors sans doute une meilleure écoute de la part des médias qui sont rarement, actuellement et pour ce qui concerne la forêt, sur une ligne multicritère.

Dans ces échanges, il importe, aujourd'hui encore plus qu'hier, de respecter certaines précautions pour rester à l'affût des embûches formées par des informations fausses, intentionnellement ou non.

Il faut aussi manier les idées en se méfiant du caractère réducteur, théorique des idéologies (à ce sujet, on pourra consulter : Peyron, 1995). On passe en effet souvent beaucoup de temps à opposer de manière très générale des positions théoriques et extrêmes qui ne rendent pas toujours compte des situations de terrain et oublient parfois que la diversité de celles-ci doit aussi être recherchée ou maintenue. N'est-il pas évident que la coexistence de plusieurs systèmes est une richesse et qu'il est utile de disposer de plusieurs options pour s'interroger dans chaque cas concret sur la meilleure ? Sans compter que vouloir à tout prix qu'un système soit meilleur que tout autre, par exemple au plan de la biodiversité ou dans l'incertitude, semble absurde puisque c'est probablement la diversité des systèmes qu'il faut proposer.

Il n'est pas facile cependant de distinguer une idée d'une idéologie et l'échange peut s'avérer très utile en la matière. Le traitement des controverses demande certes du temps, des efforts, de l'écoute et, à l'inverse, de la pédagogie, mais est indispensable pour parvenir à progresser vers des positions de compromis, voire vers des accords, à partir desquels la communication sera par la suite beaucoup plus efficace.

Il arrive qu'on se laisse tenter par les utopies. Mais il faut être conscient qu'elles conduisent souvent à être éternellement insatisfait du présent. Le philosophe André Comte Sponville disait récemment qu'il n'était pas inimaginable que la situation empire fortement dans le futur et qu'il fallait aussi reconnaître les vertus du monde présent. Sous l'angle du dialogue sur la forêt, cette situation est souvent présente, les uns notant les progrès accomplis jusque-là, les autres se focalisant sur l'ampleur des progrès à accomplir. Un juste milieu doit être trouvé.

DES ACTIONS PRAGMATIQUES À METTRE EN ŒUVRE

Lorsqu'il s'agit d'entreprendre des actions forestières, « coller au terrain » est fondamental. C'est très vrai en matière d'adaptation au changement climatique, par exemple, où des méthodes générales peuvent sans doute s'établir au niveau national, mais où leurs modalités détaillées d'application doivent relever des gestionnaires locaux, seuls capables de tenir compte de la variabilité du terrain.

On ne peut oublier bien sûr qu'on ne change les forêts que très progressivement. Cette réalité est-elle suffisamment prise en compte lorsqu'on raisonne la gestion forestière par rapport au changement climatique ? Cela ne paraît pas certain. Lorsque l'on préconise par exemple de réduire l'âge d'exploitabilité des peuplements forestiers, si l'on entend par là non seulement les peuplements futurs mais aussi les peuplements existants, se rend-on bien compte de la difficulté que cela représente dans un contexte où on ne récolte guère plus de la moitié de l'accroissement et où la société est de plus en plus réticente à la récolte de bois en forêt ? Mesure-t-on bien l'augmentation des prélèvements que cela représenterait pour l'appliquer à l'ensemble de la forêt de production française ? Ne faut-il pas s'assurer constamment de la représentativité des mesures proposées et, en conséquence, infléchir celles-ci pour les adapter à la réalité ?

Les positions excessives dénotent souvent une précipitation à conclure, un simplisme, un manque d'information. La foresterie est une école de la mesure entre ce que les générations présentes peuvent s'accorder et ce qu'elles doivent préserver pour les générations futures. L'aménagement

forestier vient concrétiser la mesure dont doit faire preuve le forestier à l'instar du cavalier qui, pour aller loin, ménage sa monture. Mais ce n'est qu'un exemple.

Cette mesure ne signifie pas cependant qu'il ne faille pas vouloir, par moments, absolument changer les choses. Albert Camus, dans *l'homme révolté*, ne plaide-t-il pas pour qu'on reste mesuré dans la démesure ? C'est sans doute utile à méditer dans les temps troublés que nous vivons...

Jean-Luc PEYRON

Membre de l'Académie d'agriculture de France
Ancien membre de l'équipe enseignante
de l'École forestière de Nancy
Ancien directeur du groupement d'intérêt public
(GIP) Ecofor (écosystèmes forestiers)
(jeanluc.peyron@gmail.com)

BIBLIOGRAPHIE

- CENTRE D'ANALYSE STRATÉGIQUE (CAS), 2009. *Approche économique de la biodiversité et des services liés aux écosystèmes. Contribution à la décision publique*. Rapport du groupe de travail présidé par B. Chevassus-au-Louis. Paris : La Documentation française. 399 p. (Rapports et documents CAS ; 18).
- DORIOZ J., PEYRON J.-L., NIVET C., 2018. *Évaluation française des écosystèmes et services écosystémiques (EFESE) : les écosystèmes forestiers ; rapport technique*. Paris : Commissariat général au développement durable (ministère de la Transition écologique et solidaire).
- PEYRON J.-L., 1995. De la foresterie et des idéologies. *Revue forestière française*, XLVII (2), pp. 131-132.
- PEYRON J.-L., 2003. Enjeux économiques de la protection des forêts. pp. 195-206. In : *Livre blanc sur la protection des forêts naturelles en France ; forêts métropolitaines / sous la coordination de Daniel Vallauri, WWF France*. Londres, Paris, New-York : éditions Tec et Doc. 260 p.
- PEYRON J.-L., 2016. Des indicateurs aux enjeux relatifs aux forêts : une synthèse à double entrée. pp. 10-27. In : *Indicateurs de gestion durable des forêts françaises métropolitaines* ; édition 2015. Paris : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales ; Inventaire forestier national. 343 p.
- PEYRON J.-L., MAHEUT J., 1999. Les fondements de l'économie forestière moderne : le rôle capital de Faustmann, il y a 150 ans, et celui de quelques-uns de ses précurseurs et successeurs. *Revue forestière française*, LI (6), pp. 679-698.
- PEYRON J.-L., MONNET S., 2013. La Stratégie forestière régionale à l'interface entre science et décision. Conclusions pratiques et décontextualisées de l'expertise collective scientifique et technique sur l'avenir du massif forestier landais. pp. 299-319. In : Farcy C., Peyron J.-L., Poss Y. (coord.). *Forêts et foresterie : mutations et décloisonnements*. Actes de la session spéciale du colloque de l'Association de science régionale de langue française, Schoelcher, La Martinique, juillet 2011. Paris : L'Harmattan. 348 p.
- WOHLLEBEN P., 2017. *La Vie secrète des arbres : ce qu'ils ressentent, comment ils communiquent, un monde inconnu s'ouvre à nous*. Paris : Les Arènes. 260 p. (Version originale en allemand datant de 2015).



Licence Creative Commons

Attribution + Pas de Modification + Pas d'Utilisation Commerciale (BY ND NC)